



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article237>

Affaire trafic drogue : Communiqué de presse

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 1er juin 2007

Union des Forces de Progrès

Les plaintes contre les journaux se succèdent. Les juges traitent les dossiers avec une célérité sans précédent. Commettant parfois des excès : emprisonnement, renvoi de journalistes et non de directeurs de publication devant les juridictions... Comme si l'urgence était dans l'application d'une loi nouvelle, dans son esprit comme dans sa lettre. Comme si cette loi nouvelle ne comportait que les aspects répressifs pour une presse restée jusque-là parent pauvre de l'évolution du pays.

Si l'avant 3 août n'avait été que synonyme de chape pour cette presse, l'après ne semble pas ouvrir de belles perspectives malgré les quelques avancées réalisées pendant la période de transition. La concertation initiée par le gouvernement de transition, la création d'une commission spéciale chargée de la réforme de la presse, puis l'élaboration d'une loi mettant fin au régime de la censure et enfin la naissance d'une autorité de la presse et de l'audiovisuel, tout cela aurait dû aboutir à l'assainissement du secteur et à sa mise à niveau.

Malheureusement, l'esprit de l'avant 3 août demeura. Un esprit fait de mépris pour la presse et de la volonté de la mettre au pas. Les textes qui avaient été élaborés dans un esprit nouveau ont finalement été « disséqués » et « vidés » de leur âme. L'inspiration libérale disparut devant l'expression « hégémonique » de l'autorité. La loi sur la presse, « libérée » il est vrai de l'article 11, devint une succession de pénalités dont l'objectif délibéré est de limiter le champ des libertés. La HAPA, par la manipulation des textes la réglementant, fut réduite à une officine de l'administration, une sorte d'excroissance du ministère de la Communication. Nonobstant toutes les réserves, -somme toute légitimes- la presse a dans son ensemble essayé de s'acclimater avec le nouvel environnement. Elle s'engagea sur la voie du soutien des orientations générales de la transition et participa ainsi à la réussite du processus.

C'est au moment où les opérateurs du secteur- journalistes, éditeurs- attendaient des autorités l'élaboration d'une démarche visant à revitaliser la presse, à lui donner les moyens et la latitude d'accomplir sa mission c'est bien à ce moment là que nous sommes surpris par une cavale qui fait le lit des ennemis du changement dont la première expression est l'amélioration des conditions d'exercice de la liberté et du droit d'informer.

Le 3 mai dernier, alors que la presse fêtait la journée internationale de la liberté d'expression, une série de doléances ont été adressées aux nouvelles autorités dont notamment :

- ▶ l'élaboration du statut de journaliste
- ▶ Réglementation de l'octroi de la carte de presse
- ▶ Garantie pour l'accès à l'information
- ▶ Respect de l'obligation d'institution d'une aide à la presse
- ▶ Création d'une régie de publicité
- ▶ Libéralisation de l'audiovisuel
- ▶ Révision du statut des médias officiels en vue d'en faire un service public
- ▶ Création d'une maison de la presse... La première réponse « visible » est cette campagne qui ne peut être qu'une énième tentative des ennemis du libéralisme, de la liberté tout court.

Il est certes évident que la presse souffre de maux profonds, dont le manque de professionnalisme, l'instrumentalisation politique et sociale, la clochardisation... A sa décharge, ce sont là des tares cultivées par près de quinze ans de brimades, de censures, de harcèlements,, Bref, de pratiques dont le dessein essentiel était de « perdre » la bonne graine dans l'ivraie.

Il est aujourd'hui du devoir des nouvelles autorités d'impulser une nouvelle approche visant la remise à niveau de cette presse. Il est du devoir des élus et de l'intelligentsia en général, de rester à l'écoute de cette presse et de lui

Affaire trafic drogue : Communiqué de presse

revaloir toute sa participation à la mise en place d'une société véritablement démocratique et résolument tournée vers l'avenir.

Sans l'engagement d'une politique volontariste en vue de l'amélioration des conditions de vie et de travail dans le secteur de la communication, sans la manifestation d'un sursaut national visant à soutenir cette presse, sans une profonde remise en cause de soi, et de la relation avec l'autre, il ne faut pas espérer que la presse survive à la cavale des dévots.

Avec elles s'en iront alors tous les rêves d'une Mauritanie plus juste, plus unie, plus apaisée et plus démocratique.

La presse indépendante Nouakchott le 30 mai 2007